



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 Avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LINDE France SA

16 avenue de la Saudrune
BP 52228
31122 Portet-sur-Garonne

Références : 2026/149
Code AIOT : 0006802354

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement LINDE France SA implanté 16 avenue de la Saudrune BP 52228 31122 Portet-sur-Garonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée à la suite de la déclaration, le jour même, de l'incident survenu sur le site, le 23 janvier 2026, lorsqu'un épandage d'azote au niveau de l'unité de séparation de l'air (ASU) a provoqué la formation d'un nuage blanc visible depuis l'extérieur du site. L'inspection des installations classées s'est rendue sur place, afin de constater que l'incident n'avait pas eu de conséquences graves et de vérifier que des mesures préventives avaient été mises en œuvre pour éviter la répétition d'un événement similaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE France SA
- 16 avenue de la Saudrune BP 52228 31122 Portet-sur-Garonne
- Code AIOT : 0006802354
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site Linde de Portet-sur-Garonne exerce des activités de production, de conditionnement, de stockage et de négoce de gaz utilisés à des fins industrielles ou médicales. Les installations comprennent :

1. une centrale de distillation des gaz de l'air ;
2. des stockages de gaz en réservoirs ou en bouteilles ;
3. une unité de conditionnement de gaz industriels purs et en mélange ;
4. une unité de conditionnement de gaz médicaux purs et en mélange.

Les prescriptions d'exploitation sont définies par l'arrêté préfectoral n°36 du 3 mars 1997. Cet arrêté a fait l'objet de plusieurs arrêtés de prescriptions complémentaires dont le dernier en date est le n°79 du 5 juin 2020. Le site a également fait l'objet d'un don acte préfectoral, daté du 19 octobre 2021, actualisant sa situation administrative.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration incident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'incident signalé ne présentait pas de gravité. Il a également été noté l'engagement, tant de l'exploitant que du groupe LINDE, à réfléchir à des mesures visant à prévenir la survenue de tels événements à l'avenir.

L'exploitant a jugé que la dangerosité du phénomène observé le jour de la visite était très faible, l'azote se vaporisant presque instantanément au contact de l'air ambiant. Cette évaluation sera, toutefois, examinée lors de l'instruction de l'étude de dangers prévue pour l'année 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Le vendredi 23 janvier 2026 , un incident est survenu dans la zone de production à proximité du tank d'azote. Environ 3,5 tonnes d'azote liquide ont été épandues localement, entraînant la formation d'un nuage blanc visible autour de l'installation. La production a été arrêtée à 12 h15, après que le système de contrôle a détecté un dysfonctionnement. L'incident a été circonscrit rapidement et les consignes d'alerte et d'évacuation ont été respectées. Aucun blessé n'a été signalé, et la vaporisation de l'azote a engendré son retour à l'atmosphère sans danger pour l'environnement.

L'inspection des installations classées a été prévenue dans la journée de vendredi, suite à une impossibilité de l'exploitant de télédéclarer l'incident en ligne sur la plateforme dédiée. Les détails de l'incident sont précisés en annexe confidentielle.

Des constats de la visite réalisée le 17 février 2026 et des précisions apportées par l'exploitant, il ressort que :

- l'événement n'a pas eu de conséquence environnementale, ni matérielle ;
- l'exploitant a engagé, à la suite de l'incident, des actions visant à prévenir la survenue d'un nouveau dysfonctionnement similaire. Ainsi, selon les éléments présentés par l'exploitant, la cause racine de l'incident a été traitée et des solutions techniques sont notamment à l'étude au niveau du groupe LINDE.

L'inspection a, toutefois, relevé que le scénario ayant conduit à l'incident n'est pas abordé dans l'étude de dangers du site. L'exploitant n'est donc pas en mesure d'en évaluer les risques. Des analyses complémentaires, une évaluation de la fréquence des défaillances des équipements impliqués dans l'événement, et une modélisation des conséquences sont attendues de la part de l'exploitant. De plus, l'exploitant devra procéder à une vérification de l'ensemble des chaînes de sécurité comportant le même type de sonde que celle impliquée dans le dysfonctionnement observé le 23 janvier 2026, afin d'identifier d'éventuelles situations à risque.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant que tout incident ou accident doit être signalé à l'inspecteur référent, par téléphone ou courriel, dès que l'événement survient. La déclaration via la plateforme dématérialisée ne remplace en aucun cas cette information immédiate, qui constitue une obligation prioritaire pour la sécurité et le suivi réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite